

établir nos institutions démocratiques, pour assurer la liberté personnelle du plus humble sujet du royaume. Allons-nous renoncer aux fruits de dix siècles d'efforts qui ont relevé la vie humaine, pour retourner à l'autocratie du Moyen-Age? Je n'ai aucune sympathie pour le communisme ou pour le fascisme. Je crois que notre système démocratique actuel, qui a lentement évolué, vaut mieux; mais il n'est pas parfait. Je le crois toutefois susceptible d'ajustements qui sont nécessaires dans l'intérêt de toute la population. A moins que des règles ne soient établies pour sauvegarder notre système actuel, l'existence de nos institutions libres sera menacée, sinon détruite, lorsque se produira une nouvelle période de dépression. Un simple regard sur les réformes apportées depuis le commencement de l'ère industrielle en Grande-Bretagne doit nous faire prendre confiance en notre propre habileté à pousser ces réformes encore plus loin, jusqu'à ce que les conditions d'existence pour toute notre population soient devenues beaucoup meilleures qu'elles ne le sont actuellement.

Un esprit révolutionnaire souffle sur tous les peuples du monde. Le Canada a été moins atteint que d'autres pays par ce virus destructeur; cependant ses manifestations de désastres se sont produites dans notre Dominion. Des hommes chargés de responsabilités ont audacieusement préconisé la nationalisation de l'industrie, ce qui présente à mes yeux l'aspect du communisme tout pur. Adopter une semblable politique serait frustrer le peuple canadien des inestimables biens que lui ont acquis l'initiative individuelle et la liberté personnelle. Notre système démocratique autorise le citoyen qui est né dans les conditions les plus pauvres à aspirer avec un juste espoir à la plus haute situation et à la conduite de l'industrie, de la finance, de la politique, du barreau ou de toute autre profession. La carrière est ouverte à tout jeune homme et à toute jeune femme industriel, ambitieux et raisonnables, doués d'intelligence et de droiture. Cet avantage serait supprimé par la nationalisation de l'industrie, de la finance, de la médecine et des autres professions, nationalisation que certains préconisent tout simplement comme "un nouvel ordre social". Nos jeunes gens deviendraient des matricules dans les registres d'un bureau, sans espoir, ou avec bien peu d'espoir d'avancement. Admettant (ce que, pour ma part, je n'admets pas) que le niveau général de l'existence serait quelque peu relevé, ce relèvement ne compenserait pas, d'après moi, la perte, que ce nouveau régime entraînerait, de la liberté et de l'initiative.

Quant aux autres formes de gouvernements à base de dictature, l'idée répugne à l'esprit démocratique. Nous devons, par-dessus tout, sauvegarder nos libertés dans tous les champs

L'hon. M. HOCKEN.

de l'activité humaine et garder l'horizon libre pour le développement des aptitudes de notre peuple, en vue du bien-être individuel et national. J'ai été heureux de noter, honorables sénateurs, qu'un expert en matière monétaire a été nommé conseiller par la Trésorerie. L'examen qu'il fera de notre situation financière devra produire des résultats fort appréciables. Je crois aussi que l'établissement d'une banque centrale est, dans la même direction, une mesure qui jouira de la faveur populaire. Cependant, cela ne suffit pas, à mon avis. Je crois qu'un effort devrait être tenté afin de reconstituer, non seulement notre système monétaire, mais aussi notre système industriel. Puisque nous devons avoir des experts en matière monétaire, pourquoi n'aurions-nous pas des experts en matière industrielle qui se mettraient patiemment à leurs bureaux pour étudier, non pas durant une brève période, mais d'une année à l'autre, les améliorations qui peuvent être apportées aux conditions non satisfaisantes de l'industrie, et qui à l'occasion présenteraient au Parlement des rapports en vue d'édicter de nouvelles lois fondamentales?

Tout en tenant nos institutions démocratiques pour les meilleures, je crois fermement qu'il y a lieu d'apporter à notre système économique des modifications et des rajustements qui tourneraient à l'avantage de toutes les classes. Il doit sûrement se trouver un moyen de concilier les intérêts du capital avec ceux du travail et de mettre un terme aux différends industriels qui durent depuis trop longtemps, qui préjudicient aux deux partis intéressés et qui ruinent le pays tout entier. Le travailleur manuel a droit à son salaire, et le travailleur qui exerce avec succès ses facultés intellectuelles a droit à sa rémunération. Je suis l'ami du travail et je suis l'ami du capital; mais, pour le moment, je suis un citoyen qui observe, qui suit la progression des événements et qui cherche à trouver quelque moyen d'améliorer l'état des choses, d'un côté et de l'autre, de manière à mettre fin au conflit qui existe depuis si longtemps. L'objectif devrait être d'assurer au manoeuvre un salaire suffisant pour se procurer à lui-même et à sa famille le bien-être essentiel, et de lui assurer en même temps un emploi ou une existence stable, et d'accorder au travailleur intellectuel une rémunération proportionnée aux services qu'il peut rendre pour promouvoir le bien-être général.

Je ne crois pas que ce résultat puisse s'atteindre d'un seul coup. Les conditions actuelles de l'existence représentent une longue évolution qui remonte à plusieurs générations. Nous devons tenir à cette évolution, mais en l'accéléralant de telle sorte que, au cours d'une